



Kanaky, après l'annonce du gouvernement Barnier

Le 1^{er} octobre, dans son discours de politique générale, Michel Barnier l'a annoncé : « *Le projet de loi constitutionnelle sur le dégel du corps électoral adopté en mai dernier par les assemblées parlementaires ne sera pas soumis au Congrès* »¹.

Le pouvoir se résout enfin à renoncer à son projet de dégel du corps électoral calédonien.

Il aura fallu quatre mois et demi d'émeutes pour qu'il admette une erreur politique catastrophique : la volonté d'imposer l'abandon du processus de décolonisation engagé par l'accord de Nouméa. Cette décision bafouait le droit du peuple kanak à l'auto-détermination et à accéder à la pleine souveraineté.

Cela vaut reconnaissance que Macron et ses gouvernements précédents portent l'entière responsabilité des drames dont la Kanaky/Nouvelle-Calédonie est victime. La répression de grande ampleur mise en œuvre aurait pu être évitée.

L'économie était déjà en crise. L'emblématique usine de nickel du Nord a fermé ses portes. Avec la sous-traitance, 2 000 emplois sont perdus !

Les conséquences économiques de l'insurrection que le gouvernement a provoquée sont catastrophiques. Un tiers des salarié·e·s du privé est au chômage. Déjà en quasi-faillite au début de l'année 2024, les finances publiques ne pourront faire face aux besoins sans une aide massive de l'État français.

La décision actuelle du gouvernement Barnier est un premier pas vers l'apaisement. Elle peut conduire à recréer les conditions d'un dialogue politique et permettre la reconstruction économique du pays.

L'arrêt de la répression et le retrait des forces militaires du pays conditionnent une réelle sortie de crise.

Deux mesures de bon sens sont urgentes :

- la libération immédiate des prisonnier·ères politiques,
- le retour en Kanaky/Nouvelle-Calédonie de celles et ceux qui sont détenu·e·s en France.

ENSEMBLE! invite à développer le soutien financier pour la défense des prisonniers et le soutien à leurs familles durement touchées.

ENSEMBLE! participera à toutes les initiatives unitaires visant à renforcer et dynamiser la solidarité avec la Kanaky.

Bagnolet, le 3 octobre 2024

1. [Crise en Nouvelle-Calédonie : les élections provinciales reportées et le dégel du corps électoral abandonné](#)

ENSEMBLE!

Mouvement pour une alternative de Gauche Écologiste et Solidaire

<https://ensemble-mouvement.com/>